

Numéro de dossier : _____

**COUR DU BANC DU ROI
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

- et - requérant(e),

intimé(e).

**AVIS DE REQUÊTE
EN ANNULATION, MODIFICATION OU RÉVOCATION
UNE ORDONNANCE DE PROTECTION**

Date d'audience : _____

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

Numéro de dossier : _____

COUR DU BANC DU ROI
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

REQUÊTE PRÉSENTÉE AUX TERMES DE *(Cocher la loi)*

la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
OU

la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*

AVIS DE REQUÊTE

À L'INTIMÉ(E) : _____

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le (la) requérant(e). La demande présentée par le (la) requérant(e) est exposée dans la page suivante.

LA PRÉSENTE REQUÊTE sera entendue par un juge, le _____,
_____, à _____, à _____
_____ au Manitoba.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA REQUÊTE, vous-même ou un avocat du Manitoba vous représentant devez comparaître à l'audience.

SI VOUS DÉSIREZ PRÉSENTER UNE PREUVE DOCUMENTAIRE ET NOTAMMENT UNE PREUVE PAR AFFIDAVIT DEVANT LE TRIBUNAL, OU INTERROGER OU CONTRE-INTERROGER DES TÉMOINS RELATIVEMENT À LA REQUÊTE, vous-même ou votre avocat devez faire signifier une copie de la preuve à l'avocat du (de la) requérant(e) ou, si le (la) requérant(e) n'a pas retenu les services d'un avocat, au (à la) requérant(e) lui-même (elle-même), et la déposer, avec une preuve de signification, au greffe du tribunal où la requête doit être entendue, le plus tôt possible mais au plus tard à 14 h au moins sept jours avant l'audience.

SI VOUS NE COMPARAISSEZ PAS À L'AUDIENCE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Date

Délivré par _____
Registraire adjoint

(Adresse de la Court)

REQUÊTE

1. L'objet de la requête est le suivant :
- a) une courte autorisation, au besoin;
 - b) que l'ordonnance de protection accordée par le juge de paix judiciaire _____
_____ le _____, dans la Cour provinciale du Manitoba à
l'encontre de _____ aux termes de :
(Cocher la loi)
 - la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
OU
 - la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
soit _____; et
 - c) toute autre mesure de redressement autorisée par l'honorable Cour.
2. Les motifs à l'appui de la requête sont les suivants :
- a) Aux termes de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* et des Règles de la Cour du Banc
du Roi et de
(Cocher la loi)
 - la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
OU
 - la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
_____; et
3. La preuve documentaire suivante sera utilisée lors de l'audition de la requête :
- a) la requête en vue d'obtenir une ordonnance de protection;
 - b) la transcription de débats judiciaires;
 - c) l'affidavit de _____;
 - d) toute autre preuve autorisée par l'honorable Cour.

REMARQUE : La déclaration suivante ne doit être remplie que par la partie protégée par l'ordonnance qui dépose une requête en révocation (fin) de ladite ordonnance.

Je suis la personne qui fait la demande. L'intimé(e) et moi nous sommes fréquentés ou avons vécu ensemble dans une relation conjugale, maritale ou intime, ou avons eu un enfant ensemble :
OUI NON

Date

Signature

(Écrire le nom en lettres moulées)

Numéro de dossier : _____

COUR DU BANC DU ROI
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

_____ requérant(e),
- et -

_____ intimé(e).

AFFIDAVIT DE _____

Fait sous serment/Affirmé solennellement : _____

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

Numéro de dossier : _____

**COUR DU BANC DU ROI
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

AFFIDAVIT DE _____

Je soussigné(e), _____, de (du) _____ de

_____, dans la province du Manitoba,
DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) :

1. Je fais la présente requête et j'ai une connaissance personnelle des faits énoncés dans le présent affidavit, sauf ceux qui sont tenus par moi pour véridiques sur la foi de renseignements.
2. Une ordonnance de protection a été accordée par le juge de paix judiciaire _____, le _____, dans la Cour provinciale du Manitoba à l'encontre de _____ aux termes de :
(Cocher la loi)
 la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
ou
 la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
3. (Continuer en précisant chacune des raisons pour lesquelles vous demandez que l'ordonnance de protection soit annulée / modifiée / ou révoquée. Écrire votre explication sous forme de paragraphes numérotés. Insérer le nombre nécessaire de pages numérotées pour communiquer tous les faits pertinents.)

JE FAIS LE PRÉSENT AFFIDAVIT DE BONNE FOI ET À L'APPUI DE MON AVIS DE REQUÊTE.

Fait sous serment/Affirmé solennellement }
devant moi dans la ville de Winnipeg dans }
la province du Manitoba, }
le _____ 20__.

Signature du déposant

Registraire adjoint du Banc du Roi }
ou commissaire à l'assermentation }
Mon mandat expire le _____ }

Écrire le nom en lettres moulées

Numéro de dossier : _____

COUR DU BANC DU ROI
(division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

- et -

requérant(e),

intimé(e).

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

Numéro de dossier : _____

COUR DU BANC DU ROI
(division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

1. Je soussigné(e) _____, ai le _____
signifié à personne _____ à _____.

- a. _____
- b. _____
- c. _____

2. Les moyens dont je dispose pour m'assurer de l'identité de _____
sont les suivants :

- a. _____
- b. _____

Fait sous serment/Affirmé solennellement }
devant moi dans la ville de Winnipeg dans }
la province du Manitoba, }
le _____ 20__.

Registraire adjoint du Banc du Roi }
ou commissaire à l'assermentation }
Mon mandat expire le _____ }

Signature du déposant

Écrire le nom en lettres moulées

**COUR DU BANC DU ROI
(Division de la famille/civile)
CENTRE _____**

ENTRE :

(Nom complet) requérant(e),
- et -

(Nom complet) intimé(e).

ORDONNANCE

1.0 La présente cause a été entendue à _____, au
Manitoba, à la demande de _____,
le _____;

2.0 Les personnes suivantes ont comparu :

2.1 _____, agissant en son propre nom;

2.2 _____, agissant en son propre nom;

3.0 Les documents suivants ont été déposés au soutien de la présente requête :

3.1 la requête en vue d'obtenir une ordonnance de protection;

3.2 la transcription de l'enregistrement mécanique du serment prêté et du témoignage
rendu par _____
le _____ au soutien de la requête en vue
d'obtenir une ordonnance de protection présentée par
_____;

3.3 l'affidavit de _____, (fait sous
serment/affirmé solennellement) _____;

3.4 l'affidavit de signification le _____;

3.5 _____
_____;

4.0 LE TRIBUNAL ORDONNE ce qui suit aux termes de :

(Cocher la loi)

la Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.
OU

la Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.

4.1 Le tribunal accueille la requête présentée par _____ en vue de l'annulation de l'ordonnance de protection rendue le _____ par le juge de paix judiciaire _____, et ordonne donc la révocation de ladite ordonnance; ou

4.2 Le tribunal rejette la requête présentée par _____ en vue de l'annulation de l'ordonnance de protection rendue le _____ par le juge de paix judiciaire _____, et confirme donc ladite ordonnance; _____

4.3 Le tribunal rejette la requête présentée par _____ en vue de l'annulation de l'ordonnance de protection rendue le _____ par le juge de paix judiciaire _____, et confirme donc ladite ordonnance sous réserve des modifications énoncées aux présentes;

4.4 Le tribunal ordonne la suppression (ou la suppression et (son/leur) remplacement par ce qui suit) (du/des) paragraphe(s) _____ de l'ordonnance de protection rendue le _____ par le juge de paix judiciaire _____, et dont voici le libellé :

_____;

4.4.1 Répéter pour chaque nouveau paragraphe exigé

_____;

5.0 LE TRIBUNAL ORDONNE ce qui suit aux termes de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi* et Règles de la Cour du Banc du Roi :

5.1 Copie de la présente ordonnance doit être signifiée à

_____ au moyen d'un envoi par poste-lettres ordinaire

adressé à _____

(au plus tard 10 jours après sa signature/ au plus tard 20 jours après sa signature);

DATE _____.

(Juge/registraire adjoint)